

Le 4 avril 2008, le président de la République lançait la deuxième phase de la Révision Générale des Politiques publiques (RGPP) ♦ Cette RGPP exprime la volonté, sous prétexte de limiter les dépenses, de réduire les activités des administrations publiques et de réduire les investissements sociaux ♦ Au-delà de la suppression de 35 à 50000 postes de fonctionnaires par an et de la casse programmée du service public, c'est bien la rigueur sociale qui est mise en œuvre ♦ Politique familiale, logement, assurance maladie, tout est bon pour ce gouvernement pour tailler en pièces les politiques sociales ♦ Les plus démunis vont devoir trinquer !

CASSE DE LA FONCTION PUBLIQUE, TOUS CONCERNES !

Le gouvernement, fidèle à sa politique libérale, a fait démarrer la RGPP sur la base de la réduction de l'emploi public et des services publics. Si un bilan et des perspectives en matière de politiques publiques devaient être conduits, cela aurait dû se faire à partir des besoins publics, mesurés dans le cadre de services publics de qualité et de proximité. Les décisions et les orientations annoncées le 4 avril dernier sont totalement contradictoires avec cet objectif. En fait, le canevas est pris à l'envers : pour

accompagner les suppressions d'emplois massives, on fusionne, on réorganise, on supprime des services de proximité.

Pour les personnels, cela s'accompagne d'un bouleversement dans les règles de gestion et par une volonté de dynamiter le statut de fonctionnaire qui garantit son indépendance dans l'exercice de ses missions. Il s'agit clairement de passer à une fonction publique où les personnels sont corvéables et malléables selon les évolutions d'une politique de casse des services publics.

Moins d'emplois, plus de précarité, moins de services publics, plus d'attente pour les usagers !

Education nationale : les lycéens et leurs parents ont compris

- ♦ 11 200 suppressions de postes à la rentrée 2008
- ♦ Des dizaines de milliers de suppressions prévues dans le cadre de la RGPP
- ♦ Des classes surchargées
- ♦ Des options supprimées
- ♦ Un encadrement diminué
- ♦ Une école au rabais

**Avec sa politique
de rigueur sociale,
le gouvernement met en péril
l'avenir de la jeunesse**

La Culture : pas important, pas rentable !

Le Ministère de la Culture est l'un des premiers cobayes de la RGPP. En s'attaquant au Ministère, c'est à la Culture dans son ensemble que le gouvernement s'attaque. L'idée même que la culture relève d'une responsabilité publique sur l'ensemble du territoire national et donc l'idée d'un patrimoine culturel commun sont remises en cause. Le dogme du « moins d'Etat » entraîne une réduction des missions du Ministère de la Culture et de ses moyens d'intervention, notamment dans l'art vivant ou la démocratisation culturelle ou encore le maillage du territoire en matière culturelle. Fusion des directions centrales, baisse des crédits du ministère de 20 % sur trois ans, changement de statut des établissements et des personnels et croissance accrue de l'emploi précaire, désengagement de l'Etat dans la gestion des musées, projets de location ou de vente des collections publiques pour compenser le désengagement financier de l'Etat. Il s'agit d'une privatisation masquée assortie d'une précarisation des personnels, présageant la fin du service public au service du public !!!

Les politiques sociales attaquées !

La RGPP n'est pas seulement une boîte à outil pour démolir les services publics, ce sont les politiques sociales qui sont menacées. Après la polémique sur la carte « famille nombreuse », les orientations du gouvernement sont claires : restreindre la politique sociale au minimum.

Logement social : à la place d'une politique ambitieuse, on fait le ménage

Décisions prises le 4 avril :

- ◆ Le plafond des ressources pour avoir droit à un logement HLM sera indexé sur l'indice des prix et abaissés de 10%
- ◆ Relèvement de la politique des surloyers
- ◆ Loyer progressif selon les revenus mis à l'étude

Au lieu d'appliquer la loi et de sanctionner les communes qui n'appliquent pas la loi SRU (Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, qui prévoit pour les communes 20% de logements sociaux), le gouvernement préfère s'attaquer à la politique du logement social.

Assurance maladie : les patients trinquent aussi

Alors que la mise en place des franchises médicales frappe déjà les plus démunis, le gouvernement compte s'attaquer aux plus faibles en remettant en cause les remboursements des affections longue durée (ALD).

L'une des orientations décidées le 4 avril précise, concernant les ALD, que : « **la justice et l'efficacité des remboursements doit être questionnée de manière globale, que ce soit dans le cadre d'une réflexion sur le « bouclier sanitaire » ou dans le cadre d'un autre dispositif.** »

Ajoutons à cela les conséquences du rapport Larcher sur l'hôpital qui démolit la politique de santé publique.

Fliquer les plus pauvres, laisser tranquille les riches !

Les orientations issues de la RGPP insistent bien sur le contrôle des bénéficiaires des prestations sociales. Pour le gouvernement, nous sommes tous des fraudeurs potentiels. Pendant ce temps, la réorganisation et les suppressions d'emplois prévues au Trésor et à la Direction générale des Impôts vont mettre à mal le contrôle fiscal, surtout celui dirigé vers les grosses entreprises et les personnes les plus riches. En fiscalité, quand vous avez beaucoup d'argent, vous êtes réputés honnêtes. En matière sociale, plus vous êtes pauvres, plus vous êtes suspects.

Logement, Culture, politique familiale et de santé, éducation : la RGPP nous concerne tous. Les usagers et les personnels vont trinquer, les services publics se dégrader. Face à cette politique, la mobilisation de tous est nécessaire ! Si certaines mesures sont déjà en place, la majorité sera examinée dans le cadre du prochain budget triennal.

⇒ **Soutenons les lycéens et les personnels de l'Education nationale en grève !**

⇒ **Signons l'appel « le service public est notre richesse »**
<http://service-public-notre-richeesse.fr/> ou www.solidaires.org

⇒ **Mobilisons nous pour la défense de services publics de qualité et de proximité !**

⇒ **Mobilisons nous pour une politique de justice sociale et de justice fiscale !**